



Financé par
l'Union européenne
Aide humanitaire



CAFOD
Catholic Agency for
Overseas Development



Caritas
Développement Bukavu

Préparation aux désastres et réponse multisectorielle aux besoins humanitaires urgents des ménages les plus vulnérables, victimes de conflits armés ou d'événements climatiques extrêmes dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema.

Projet ECHO

RAPPORT DE LA MISSION « GO AND SEE » A BURHINYI, LUHWINJA EN TERRITOIRE DE MWENGA ET KAZIBA EN TERRITOIRE DE WALUNGU.

Période : du 26 au 28/01/2023

Par la Caritas développement Bukavu (CDB)

Janvier 2022

1. Contexte

1.1. Description de la crise (Quoi, quand, qui, ou, pourquoi)

Du 16 au 19 janvier 2023, des combats violents ont opposés les FARDC et les groupes armés dont les fractions Ngumino, Imbonerakure, FNL et Biloze Bishambuke dans les hauts plateaux de la chefferie de Bavira. Ces affrontements auraient provoqué un déplacement d'environ 751 ménages vers le groupement CIZUKA dans la chefferie de Burhinyi (alerte eh-tools n°4630 OCHA).

Dans la réunion organisée le 26/01/2023 entre l'équipe de la CARITAS Développement Bukavu (projet ECHO) avec toute la notabilité de la chefferie, les autorités locales et les leaders communautaires ont indiqué que les affrontements se sont intensifiés dans les hauts plateaux de Burhinyi, du 20 au 23/01/2023 entre les groupes armés plus précisément dans les localités de CIZUKA II, III et IV en groupement de CIZUKA ; ainsi que dans les localités de CIRERE, KALAMBO et BUHOGO. Ces populations se sont encore déplacées de Cizuka vers les groupements voisins de NTONDO, NIRIJA, BUGOBE, LUHUKU ET BIRHALA.

Alors que l'alerte la même alerte signale aussi des effectifs probables des déplacés dans les chefferies de Luhwinja et de Kaziba, les autorités locales n'ont pas reconnu la présence des déplacés de cette période dans les deux entités. Les sources locales parlent plutôt des déplacés des mois d'août, septembre, octobre et novembre 2022 qui sont encore présents dans leurs chefferies mais qui ne sont pas concernés par la présente alerte.

Sur ce, nos enquêtes se sont concentrées sur la seule chefferie de Burhinyi qui a accueilli beaucoup des déplacés précisément dans les 5 groupements.

- Mouvements de déplacement

Les focus group organisés auxquels ont pris part les autorités locales des différentes localités affectées par la crise, indiquent que la majorité des déplacés se sont dirigés dans les villages proches des zones/axes où les affrontements ont eu lieu, il s'agit notamment des groupements de Ntondo, Nirija, Bugobe, Luhuku et Birhala.

D'après les données recueillies à Burhinyi, les effectifs des ménages déplacés sont repartis dans les villages ci-dessous :

Numéro	Chefferie de Burhinyi		
	Groupement	Villages	Ménages déplacés
1	Ntondo	Citudu 1er	96
		Kalambagi	71
		Mudusa	83
		Karhanga	97
S/T		347	
2	Nirinja	Kahanda	121

		Banige	97
		Cikonjolo	71
S/T			289
3	Bugobe	Bugobe 1er	67
		Karhwa	93
S/T			160
4	CIZUKA	Cizuka 1er	139
S/T			139
5	Birhala	Birhala1er	23
		Bwishasha	39
		Muli	26
		Mbogo	19
		Cishusha	19
		Cishukwe	11
S/T			137
6	Luhuku	Kashadu	37
		Cirhundu	23
		Shonga	37
		Cibumbu centre	29
S/T			126
	TOTAL		1198 ménages déplacés

Total estimés : 1198 ménages déplacés dans 5 groupements sur 18 qui composent toute la chefferie de Burhinyi.

Vu qu'aucune autre organisation humanitaire n'est positionnée dans la zone pour une évaluation des besoins, le consortium Caritas Belgique et Caritas Bukavu avec l'appui financier de ECHO à travers le projet «**Préparation aux désastres et réponse multisectorielle aux besoins humanitaires urgents des ménages les plus vulnérables, victimes de conflits armés ou d'événements climatiques extrêmes dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema**» a décidé de lancer une évaluation rapide des besoins multisectoriels pour la période du 26 au 28/01/2023, ce qui permettra de décider d'un éventuel positionnement selon la modalité cash multisectoriel dans cette zone.

- Sécurité

Actuellement la situation sécuritaire est relativement calme dans les zones d'accueils, il y a présence des services de sécurité (FARDC, ANR, Police) dans certains villages qui ont accueillis les déplacés. Dans le village de Citudu II en limite avec le village de Cizuka, il a été rapporté la circulation des groupes armés qui auraient causé deux cas d'assassinat ciblé le 13 janvier 2023, provoquant ainsi un déplacement des populations vers les villages de Ntondo plus ou moins sécurisé. Des cas de tracasserie sont aussi rapportés par les leaders locaux sur la route allant vers CIZUKA le jour du marché par les forces armées qui exigent aux passants de payer entre 200Fc et 500Fc ou des biens en nature (food). Aucune barrière payante signalée dans la zone.

- Accessibilité

La zone évaluée est accessible actuellement par véhicules, motos et pieds. La jeep Land cruiser 4x4 pourrait arriver jusqu'à la chefferie de Burhinyi mais pour se diriger vers d'autres localité il faut utiliser les motos et alors à pieds car il n'y a pas des routes qui relient le chef-lieu de la chefferie vers tous les villages des groupements. Pour arriver dans la zone, en quittant Bukavu, on y accède en suivant des itinéraires ci-après : Bukavu → Walungu → Burhinyi, lors de la mission Go and See deux principaux axes ont été évalués :

1^{er} axe, (Groupement Birhala chef-lieu de la chefferie) → Luhuku → Bugobe → (50km) cette route est dans un état de délabrement avancé suite aux bourbiers, collines et ravins.

2^{ème} axe, (Groupement Birhala chef-lieu de la chefferie) → Bugobe → Ntondo → Nirija (40km) → Cizuka (50km).

Communication

Les réseaux VODACOM, AIRTEL ET ORANGE sont opérationnels dans beaucoup des villages. Néanmoins, peu de ménages ont les téléphones cellulaires pour communiquer suite à un faible pouvoir d'achat pour les ménages déplacés et familles d'accueil.

Il n'y a pas une radio communautaire captée dans la zone évaluée. Les moyens de passer un message public à la communauté reste la mobilisation communautaire avec les lances voies et/ ou les messagers des villages.

1.2. Objectifs

Cette mission Go and See consistait à procéder à une évaluation des besoins des ménages nouvellement déplacés/ et des populations hôtes des localités abritant ces déplacés, en particulier. Mais d'une manière générale cette évaluation des besoins avait comme objectifs :

- Vérifier l'ampleur de l'alerte humanitaire et son évolution (arrivées ou départs massifs, progressifs ou ralentis...)
- Collecter/Mettre à jour de l'information qualitative/quantitative auprès des autorités, parties prenantes et ménages, permettant d'éclairer la décision du lancement d'une enquête de vulnérabilité.
- Anticiper une intervention prochaine en identifiant des sites potentiels d'intervention en fonction de la faisabilité (protection, logistique, finance, etc.).
- Prendre diverses photos pouvant appuyer les résultats et relever les coordonnées GPS des localités visitées. En fin procéder à une analyse rapide de marché pré-intervention.

1.3 METHODOLOGIE

La méthodologie de collecte des données était beaucoup plus focalisé sur les focus groupes, visites écoles et centres des santés, entretiens individuels avec un échantillon des personnes

ciblées par l'évaluation en vue de collecter les données qualitatives et quantitative. Cette évaluation a été menée par le responsable de Suivi & Evaluation de la CARITAS BUKAVU.

- Des observations directes sur le terrain
- Des entretiens avec les informateurs-clés de la zone (ONG, institutions étatiques, centres de santé, responsable des écoles, leaders communautaires, représentant des ménages déplacés)
- Entretiens en groupes de discussion, groupes divisés en fonction du statut (autochtone, déplacés).

Population ciblée

Les populations concernées par cette mission sont les ménages récemment déplacés (hébergés dans des familles d'accueil) ainsi que les ménages hôtes vulnérables.

Echantillon

Sur la base de l'alerte reçue, les interviews ont été menées auprès d'un échantillon de 100 ménages repartis de la manière suivante : 40% de déplacés, 30% de Famille d'accueil, et 30% de ménages autochtones; trois focus group organisés pour les données quantitatives. Au cours de cette évaluation, 40 interviews avec les populations déplacées et **30** interviews avec les populations autochtones famille d'accueil et **30** interviews avec les populations autochtones non famille d'accueil. Les chiffres donnés par les acteurs présents dans la zone (communautés et autorités locales représentant du Chef de chefferie, les chefs des groupements, Chefs des villages, Services de sécurités, représentants des déplacés, Sociétés civiles, organisation locale : Comité local de développement CLD, forum communautaire, service genre de la chefferie de Burhinyi, quelques ménages déplacées et autochtones plus vulnérables, visites écoles et centre de santé, visite de marché), ont été vérifiés par sondage et triangulation des informations selon différentes sources en vue d'avoir une estimation plus ou moins précise de la taille de la population sur les villages visités.

Equipe d'évaluation

L'équipe chargée de la collecte des données Go and See sur le terrain était composée : Du Chargé de projet Responsable Suivi-Evaluation, appuyé par deux enquêteurs journaliers pendant 3 jours.

RESULTAT D'ENQUETE

1.2. Conséquence humanitaire (SECAL, NFI, Abris, AME, WASH, Santé, protection)

1198 ménages déplacés seraient dans la zone évaluée et vivent dans les conditions socio-économiques précaires. Jusque-là, aucun mouvement de retour n'est signalé ni envisagé pour le moment étant donné que la circulation des groupes armés est toujours signalée dans les zones de provenance. Ces ménages connaissent un déficit alimentaire lié à la perte

du pouvoir d'accès aux moyens d'existence. Généralement, la situation sécuritaire est relativement calme. Les incidents de protection et de sécurité sont rapportés dans les zones de provenance (MUHI, CIZUKA, CIRERE, KALAMBO,...).

- **Profil socio-économique et accès au marché**

Le secteur principal d'activité de la zone c'est l'agriculture, l'élevage, le petit commerce et l'exploitation artisanale des minerais. Les changements liés à la crise actuelle sur la disponibilité alimentaire et l'impraticabilité de la route inter-groupements sont parmi les grands problèmes que connaît la population de cette zone.

Les marchés de Bukavu et Mugogo alimentent la zone en denrées alimentaires de base et en produits manufacturés. Actuellement sur les marchés locaux, il s'observe une forte demande liée à la présence des déplacés et cela est à la base de la montée des prix des articles alimentaires de première nécessité. Il faut signaler que cette variation de prix n'est pas liée seulement à la présence de ménages déplacés mais à un problème structurel. Présentement les déplacés vivent de la mendicité dans la zone d'accueil et travaux journaliers aux tierces contre la nourriture ou de l'argent.

- **Accès à la terre et pratiques agricoles**

Les déplacés accèdent facilement à la terre, ils affirment avoir des espaces pour l'agriculture octroyés par les autorités locales. Ils disent être dépourvus des moyens financiers, les outils aratoires et les semences pour les travaux agricoles.

1.2.1. Par secteur

- **Sécurité alimentaire**

Les aliments généralement consommés sont le fufou, le haricot et les légumes. Les ménages recourent aux stratégies néfastes de survie comme l'emprunt, la réduction du nombre de repas, la consommation d'aliments moins préférés et moins coûteux, la vente des AME. Il y a une faible diversité alimentaire, surtout chez les déplacés... Il y a présence des cas de malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes.

- **AME & Abri**

- De manière générale, les ustensiles de cuisines, la couverture (il fait froid dans la zone), le savon, les tôles, les bâches, les habits sont les articles dont les ménages semblent avoir le plus besoin d'après les observations directes ;
- Les principaux matériaux de construction sur l'axe sont les boues, les briques et sont couvertes de paille et des tôles.
- Les déplacés sont logés dans les familles d'accueil dans des conditions de promiscuité (et certains vendent les NFI pour survivre).

- **Education**

Il existe des écoles sur l'axe dont certaines ont été visitées. Selon les informations reçues auprès de la sous division de Mwenga2, disent que les enseignants ont la charge de plus de 55 élèves de salles de classes. Nous signalons que les salles de classes ne sont pas en bon état (80% sont partiellement détruite avant et après la crise) car cet état de salles de classes n'est pas lié à la crise. Certaines écoles ont accueillis les déplacés après les vacances de nouvel an.

- **Analyse des risques et besoins de protection**

Des incidents de protection ont été rapportés par les ménages déplacés lors du mouvement : des cas d'extorsion des biens (argent, AME, poule, chèvre,...) des coups et blessures, les restrictions de la liberté d'expression et de circulation par des groupes armés ainsi que l'assassinat de deux personnes dans le village de CITUDU II en limite avec le groupement de Cizuka.

D'autres cas de violation des droits humains sont régulièrement rapportés dans les villages par les comités locaux des développements et les CLOC (arrestations arbitraires, des cas VBG, viol,... causés principalement par les groupes armés, les forces de sécurité, les civils).

Pour les communautés évaluées, les besoins prioritaires évoqués sont :

- *Amélioration de la sécurité*

+80% des déplacés enquêtés ont révélé que si la sécurité est établie, ils gens pourraient rentrer dans leurs villages et continuer à vivre de leurs activités quotidiennes. Dans leurs villages d'origine, il est à signaler qu'ils vivent grâce à activités agricoles.

- *Accès à la nourriture*

Dans les ménages enquêtés (déplacés que famille d'accueil), il s'observe une pauvreté matérielle et financière limitant les victimes d'accéder à l'alimentation de qualité. Pour trouver à manger, les chefs des ménages doivent travailler dans les champs et recevoir en contre partie des produits (patates douces, banane, farine) et peu des habitants ont la possibilité de payer l'argent (2000Fc/jour).

- *Accès des enfants à l'éducation*

Les enfants des déplacés ont interrompus les cours complètement à la suite de manque de ressources financières pour payer les frais scolaires. En cette période de l'année scolaire, il a été souligné que les enfants des déplacés ne pouvaient plus être inscrits dans les écoles publiques des zones d'accueil et, le pouvoir d'achat étant trop bas, les parents ne peuvent les scolariser.

- *Accès aux soins de santé*

Plusieurs familles déplacées n'ont pas la facilité d'accès aux soins de santé faute de moyens financiers. Pour se faire soigner, les déplacés n'ont pas de mesure de grâce aux structures sanitaires, ils paient comme tout autre malades. C'est ainsi que la plupart recourent à l'automédication. Pour des cas nécessitant l'hospitalisation, le ménage du malade doit prendre une convention avec certains membres de la communauté pour travailler dans les champs afin de payer la facture.

1.1. Secteurs prioritaires pour la Caritas

Sécurité alimentaire, éducation, eau hygiène et assainissement, AME, santé.

Conclusion et recommandations

Au regard des points relevés ci-dessus en lien avec la crise et ses conséquences sur la vie des déplacés et des familles d'accueil, considérant les données collectées auprès de différentes sources locales, nous formulons les recommandations ci-après :

1. La majorité des déplacés étant concentrés dans la chefferie de Burhinyi, nous recommandons que l'équipe de ciblage se concentre uniquement dans les cinq groupements ayant accueilli les victimes pour leur identification.
2. Considérant les besoins des ménages enquêtés (accès à l'alimentation, aux NFI, aux soins de santé,...), une intervention multisectorielle est nécessaire pour couvrir les besoins des familles identifiées ;
3. Vu que la plupart des déplacés n'ont pas accès au téléphone mobile, nous recommandons une intervention cash direct à usage multiple en cas de distribution en faveur des déplacés et quelques familles vulnérables qui seront maintenus ;
4. L'accès étant difficile aux semences et outils aratoires pour plusieurs déplacés victimes d'extorsions, nous recommandons une intervention (foire aux semences et outils aratoires ou cash restreint) en vue de renforcer la production agricole dans les ménages bénéficiaires de la réponse rapide (bien sûr en se basant sur les critères du RP). Cette intervention R3 permettrait aussi le renforcement d'autres activités de subsistance au sein des ménages et de la communauté en général.